

Nouvelles Visions

Pour une société de la connaissance

Une étude
de la FONDATION CONCORDE(*)

RECONSTRUIRE NOTRE INDUSTRIE

La clé de la croissance

Avril 2014

Rapporteur : Philippe Ansel

(*) Avec le concours d'universitaires, d'hommes et de femmes d'entreprise

Dossier édité par la Fondation Concorde
Toute correspondance est à adresser au :
6, Place de la République Dominicaine – 75017 Paris
Tél : 01.45.61.16.75
Fax : 01.45.61.15.19
Email : info@fondationconcorde.com

www.fondationconcorde.com

Directeur de la publication : Michel Rousseau

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	5
I- La primauté de l'industrie dans un grand pays développé	7
II- Illustrations de la régression industrielle française.....	12
III- Une évolution à contresens de la mondialisation.....	14
IV- Une lutte pour l'emploi inefficace et coûteuse	20
V- Reconstruire notre système productif	22
CONCLUSION	28
ANNEXE : Où trouver les 25 milliards de notre plan de redressement ?.....	29

PREAMBULE

Comment avons-nous pu laisser ainsi filer notre capacité industrielle, passant de 18,4% du PIB en 1990 à 11,5% en 2013, en pleine mondialisation sans aucune réaction en 20 ans ?

Peut-on rester une grande puissance économique avec une si faible part d'industrie dans le PIB ? La réponse est non, avec, on le voit déjà, des difficultés de croissance et une balance commerciale déficitaire.

Ce document veut apporter une réponse à nos difficultés économiques. La seule réponse dont tout dépend :

Reconstruire notre système productif et se donner 20 ans pour y parvenir.

La France a aujourd'hui encore les moyens de son redressement ; tout doit être mis en œuvre pour échapper à la glissade à laquelle des mesures insuffisantes nous condamnent tout en dissipant nos ressources.

Tous les chiffres et comparaisons présentés dans ce document mettent en évidence les données qui accompagnent la régression industrielle et nos positions perdues ces dernières années. Ils laissent à nos dirigeants un seul choix pour maintenir notre pays parmi les nations prospères : **redonner confiance à ceux qui créent la richesse.**

Le parti pris de la Fondation Concorde

En un an ou deux, voir enfin cesser le cortège des **fermetures d'usines** serait selon nous un objectif suffisant ; mais notre programme aura d'autres retombées appréciables :

- **Le retour rapide à une balance commerciale excédentaire**
- **La création de nouvelles usines**
- **Le développement dans la confiance des entreprises existantes**
- **L'implantation d'entreprises étrangères**
- **L'incitation à la relocalisation**
- **Enfin, la réduction du chômage**

Il s'agit de créer une « atmosphère entrepreneuriale » dans nos territoires, de rendre nos usines florissantes et de leur permettre de concurrencer auprès des jeunes diplômés des métiers réputés plus rémunérateurs en redonnant de l'attractivité aux entreprises industrielles.

Notre projet pourrait se résumer avec simplicité :

**« Venez vous enrichir avec nous dans nos territoires,
développer nos entreprises et créer des emplois »**

Nous demandons donc l'application du seul programme possible susceptible de nous faire retrouver rapidement la croissance.

I- La primauté de l'industrie dans un grand pays développé

Le besoin de consommer des habitants de ce monde n'a fait que croître. Plus de deux milliards de personnes vont, dans les 10 ans, vouloir s'équiper comme les Européens moyens des années 1960.

Notre problème est donc celui de la compétitivité des entreprises sur notre territoire et des politiques mises en place pour être présents sur ces nouveaux marchés.

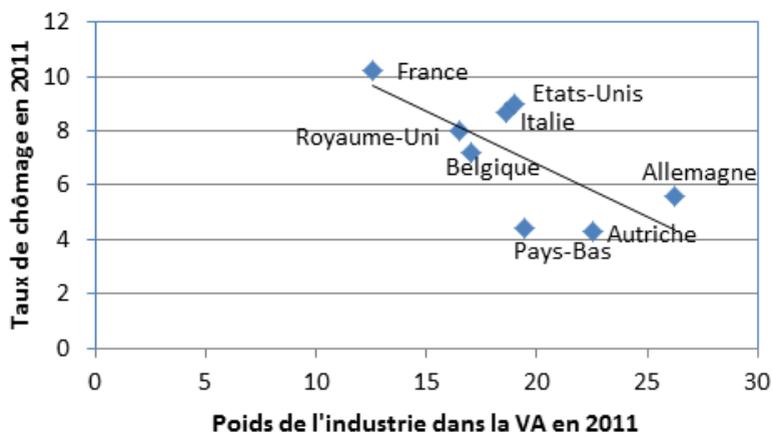
En effet, l'industrie est à la fois la locomotive de notre économie, la colonne vertébrale de nos tissus économiques, notre monnaie d'échange et donc un élément de notre souveraineté.

Sur le plan de l'emploi, elle est irremplaçable : les entreprises industrielles fixent les populations dans nos territoires, elles entraînent et fécondent les autres activités.

Dans les années 1990, le SESSI (service d'études et de statistiques industrielles - intégré désormais à l'INSEE) affirmait que **l'industrie, dans un tissu économique, tirait directement plus de 50% des autres activités**. Partout dans le monde les taux de chômage les plus faibles se trouvent dans les régions les plus industrialisées, car l'industrie joue un rôle central dans la chaîne de valeur.

Pour des pays développés comparables, le taux d'industrialisation est un paramètre déterminant de l'emploi.

Rapport entre poids de l'industrie dans l'économie et chômage



Sources : Eurostat et Banque Mondiale

En dépit de ces évidences, de l'exemple des modèles japonais, puis coréens et chinois, qui se sont enrichis avec leurs produits en conquérant nos marchés, nos élites ont cru à tort remplacer avantageusement l'industrie par les services ! Cette illusion nous coûte cher aujourd'hui.

Or, le savoir-faire, la création, la production, la recherche, la vente sont au cœur de notre puissance économique ! Sans une industrie puissante, pas de ressources pour financer nos exportations, large déficit de notre balance commerciale, faible croissance, appauvrissement progressif de notre pays.

L'industrie constitue la base du *pouvoir d'achat extérieur* de la France

Les marchés financiers poussent les pays à résorber les déficits de leur balance courante. **La France est désormais le seul grand pays de la zone euro à présenter un déficit courant à 2,2% du PIB.** Cette résorption ne peut s'opérer que par deux voies : la baisse des importations via la réduction du pouvoir d'achat intérieur entraînant baisse d'activité et perte d'emplois ou l'augmentation des exportations par la compétitivité de l'offre de biens et de services.

A travers nos exportations, l'industrie nous donne la capacité d'acheter les biens et ressources qu'on ne trouve pas dans le pays. Elle assure ainsi notre pouvoir d'achat extérieur. C'est par l'exportation de leurs produits manufacturiers que les pays d'Asie rattrapent notre niveau de développement.

Des gains de productivité gages de croissance

L'industrie génère beaucoup plus de gains de productivité que les autres activités économiques ; ces gains de productivité se diffusent à l'ensemble de l'économie par des baisses de prix qui donnent du pouvoir d'achat à tous. Ils constituent le principal déterminant de la croissance économique.

Croissance annuelle moyenne de la productivité du travail par tête entre 1996 et 2007

Industrie	3,12% par an
Hors industrie	0,53% par an
Moyenne de l'ensemble de l'économie	1,02% par an

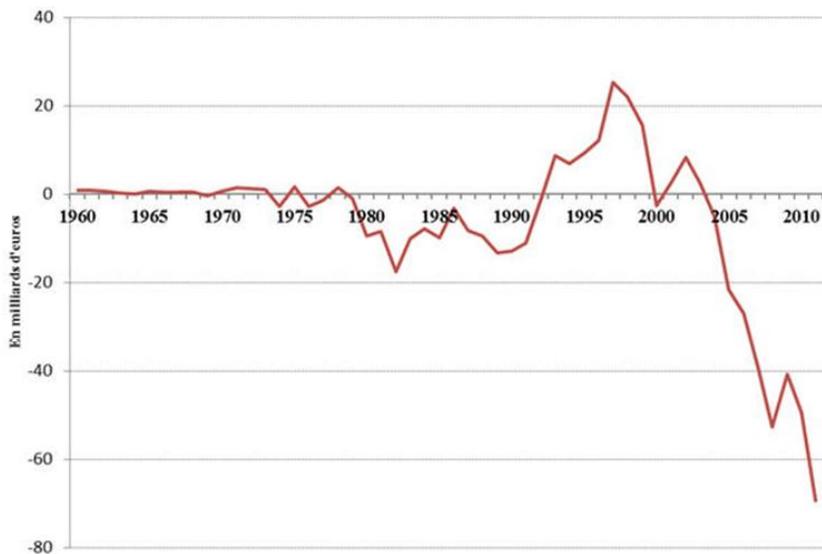
Pour un grand pays développé comme la France, la puissance industrielle détermine sa prospérité et son taux de chômage. Or, nous sommes en régression industrielle.

La France a abandonné son industrie depuis de nombreuses années.

Notre secteur manufacturier n'a cessé de régresser et pèse moins dans la valeur ajoutée que dans tous les pays européens, à l'exception de Chypre et du Luxembourg.

Nous avons pourtant les chercheurs, les ingénieurs, les techniciens et les ouvriers qualifiés. La défaillance est donc dans notre stratégie économique, dans l'inadaptation de notre pays à la mondialisation.

Evolution de la balance commerciale depuis les années 1960



Source : INSEE, comptes nationaux

II- Illustrations de la régression industrielle française

Un aperçu de la régression industrielle française

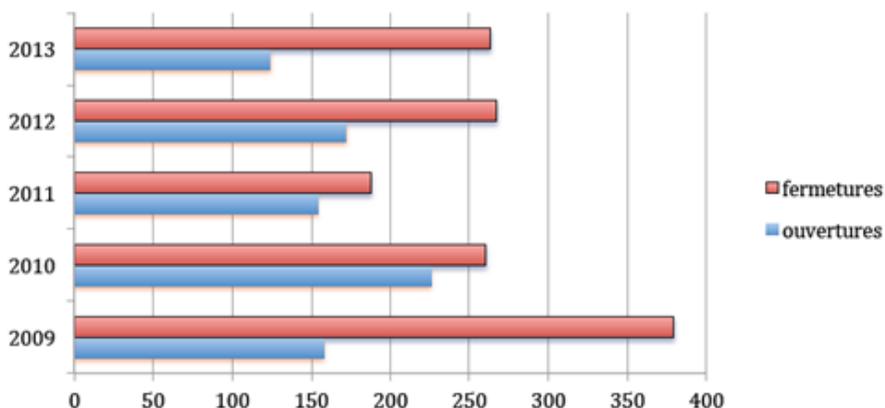
L'industrie dans la valeur ajoutée en 2011

	Ratio Industrie dans VA totale
Slovaquie	32,55%
Allemagne	26,21%
Irlande	24,56%
Slovénie	24,50%
Estonie	23,58%
Autriche	22,52%
Finlande	20,92%
Pays-Bas	19,47%
Italie	18,62%
Belgique	17,01%
Portugal	17,01%
Espagne	16,91%
Etats-Unis	16,90%
Royaume-Uni	16,49%
Malte	14,01%
Grèce	13,32%
France	12,55%
Chypre	9,07%
Luxembourg	8,34%

(Source Eurostat- Base NACE rev2)

Quelques chiffres récents sur la disparition de nos entreprises industrielles

Création d'usines en France 2009-2013



Source : ressources TRENDEO, 2013, 2014

Nous avons laissé, sans réagir, disparaître du territoire nos industries les plus utiles à la croissance en pleine mondialisation.

Chute du nombre d'entreprises exportatrices entre 2002 et 2011

Nombre d'entreprises exportatrices en 2002	Nombre d'entreprises exportatrices en 2012
130 000	120 000

Source : Douanes

III- Une évolution à contresens de la mondialisation

La chute des investissements nécessaires à la compétitivité

Les entreprises françaises n'investissent plus en France, or l'investissement productif constitue la clé de la croissance. La France a accumulé au fil des ans un retard considérable dans ce domaine.

Selon la BEI, la France est, avec l'Irlande, le pays d'Europe qui a investi le moins dans son outil industriel entre 1995 et 2002.

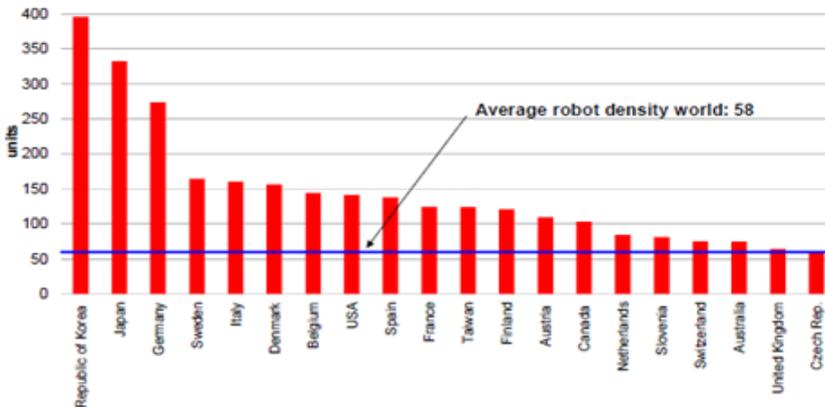
Les commandes de machines-outils ont chuté de 25% en 2013. Selon l'INSEE, le nombre d'entreprises qui ne remplacent aucun équipement dans l'année est passé de 18% sur la période 1981-1996 à 33% en 2013. La France est désormais un des pays développés les moins robotisés, alors même que la robotique avancée devrait permettre de relocaliser la production dans les pays développés.

De leur côté, les grandes entreprises françaises n'investissent plus en France.

Un retard dans la robotisation

Un taux élevé d'automatisation en Corée, au Japon et en Allemagne

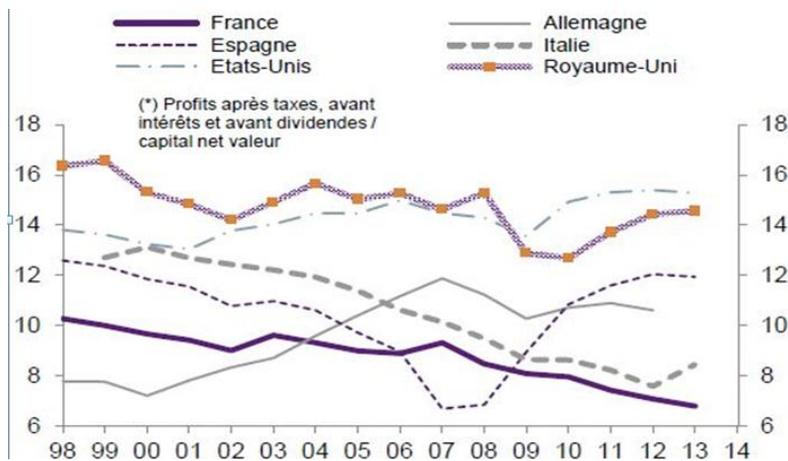
Nombre de robots industriels multifonction (tous types) pour 10.000 employés dans l'industrie manufacturière



Source : World Robotics 2013

Les principales causes de la chute de l'investissement : l'absence de rentabilité du capital investi en France

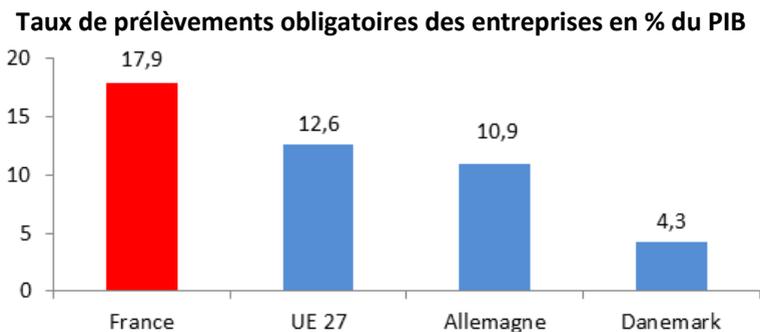
Rentabilité du capital avancé* (en %)



Sources : Datastream, Natixis

La rentabilité du capital investi (avant distribution des dividendes) n'est jamais tombée aussi bas depuis 1998. Elle est plus faible que celles des entreprises allemandes en 1998 lorsque l'Allemagne était considérée comme « l'homme malade de l'Europe ».

L'absence de rentabilité du capital investi est due au niveau des prélèvements sur l'entreprise, les plus élevés d'Europe :



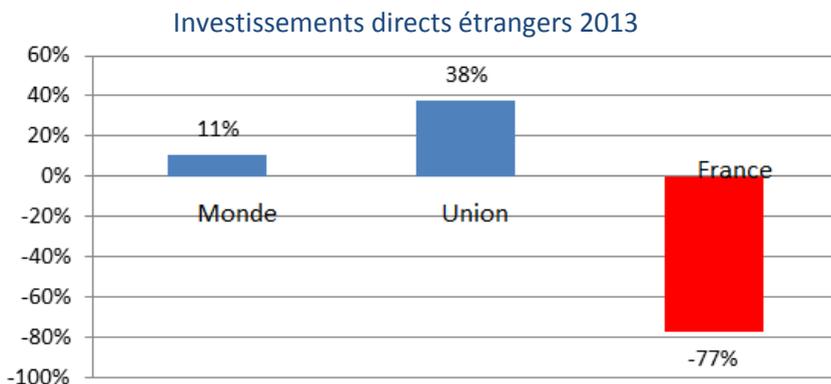
Source : baromètre OEFE 2011

La France présente un très haut niveau de dépenses publiques en proportion du PIB, le plus élevé d'Europe avec le Danemark en 2013 qui lui a fait le choix de ne pas faire financer ses dépenses par les entreprises. Cela représente un surcroît de charges pour les entreprises françaises évalué aujourd'hui à 140 milliards d'euros (par rapport à une localisation en Allemagne - soit 7% du PIB).

Cela induit les taux de marge les plus faibles d'Europe : 28% de taux de marge contre 40% en moyenne en Europe et 41% en Allemagne. A ce niveau, les entreprises françaises ou internationales n'ont aucun intérêt à investir sur le territoire français.

Les conséquences de ces taux de prélèvements élevés : une fuite des investisseurs et une R&D désormais en souffrance.

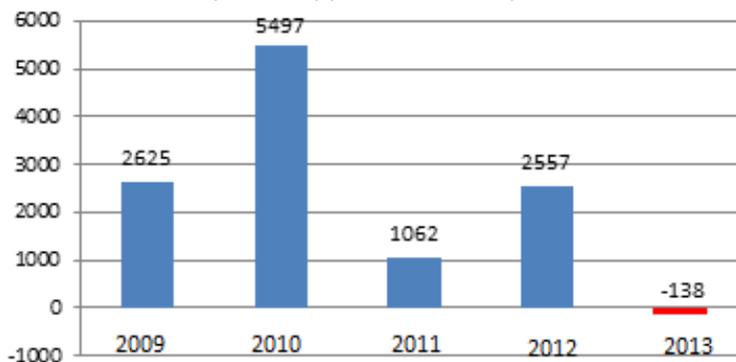
La fuite des investisseurs étrangers



Source : CNUCED

Une R&D pour la première fois en souffrance

Solde créations d'emplois / suppressions d'emplois dans la R&D



Source : Trendeo

Un exemple d'une augmentation des prélèvements qui affaiblit les entreprises : le durcissement de l'impôt sur les sociétés.

Recettes fiscales en milliards d'euros		Augmentation de la pression fiscale sur 2013/2012
Impôt sur les sociétés 2011 Exécuté	Impôt sur les sociétés 2013 Budgété	
39,1	52,5	+ 37%

Source : PLF 2013

IV- Une lutte pour l'emploi inefficace et coûteuse

Dans ce contexte, nos politiques de baisse de charges salariales telles qu'elles sont conçues actuellement sont contre-productives.

La politique d'exonération des charges sociales sur les bas salaires constitue l'axe majeur de la politique de l'emploi des différents gouvernements depuis 15 ans. Elle n'a pas généré de croissance tout en pesant sur l'endettement du pays. Elle vise à la création d'emplois faiblement qualifiés à court terme, dans le temps politique électoral, faisant fi de l'avenir à long terme de notre économie, de la nécessaire montée en gamme de notre offre pour échapper à une confrontation de production des pays en développement.

Les études évaluant l'impact de ces allègements de charges ne tiennent jamais compte des emplois détruits par l'augmentation des prélèvements obligatoires nécessaires à leur financement.

En réalité, les industries directement exposées à la concurrence internationale et au risque de délocalisation, bénéficient peu de ces exonérations du fait du seuil d'exonération maximal fixé à 1,6 Smic et de la dégressivité des aides. Le salaire moyen brut à temps complet dans l'industrie est en effet le double du SMIC.

Comme ces industries participent naturellement aux financements de ces baisses de charges, **les exonérations de charges sociales sur les bas salaires s'inscrivent dans une logique de transfert financier des secteurs ouverts à la concurrence internationale vers les secteurs protégés de notre économie ; un véritable non-sens économique dont nous payons le prix aujourd'hui en termes**

d'innovation, d'effondrement de notre industrie, de croissance et d'emplois.

Le CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) – critiqué aussi à Bruxelles – abonde dans cette logique. Alors que le rapport Gallois plaide pour un soutien aux industries exportatrices, le CICE bénéficie pour l'essentiel aux secteurs protégés de notre économie. La Poste est le premier bénéficiaire du CICE. La grande distribution la suit. Au contraire, les entreprises les plus exposées bénéficient de la portion congrue. Dans notre situation économique, il est vital de questionner cette stratégie !

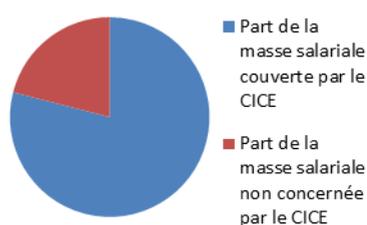
Le CICE bénéficie peu aux exportateurs

Part de la masse salariale concernée par le CICE en %

Entreprises exportatrices



Entreprises non exportatrices



Source : comité de suivi du CICE

Effet collatéral :

Cette logique économique paupérise les salariés et pousse les qualifications vers le bas : l'incitation à converger vers des salaires inférieurs aux seuils d'exonération de charges devient forte.

V- Reconstruire notre système productif

Une seule stratégie possible : redonner de la compétitivité aux entreprises pour regagner des parts de marché

Il s'agit de remplacer le modèle actuel basé sur le développement de l'emploi à bas salaire dans les secteurs protégés - modèle financé jusqu'à présent à crédit – par un modèle de croissance assis sur la compétitivité de nos entreprises.

Ce sont les ressources dégagées par les entreprises inscrites dans la compétition internationale qui nous permettront de financer les emplois de services des secteurs protégés.

Tous nos efforts doivent converger vers la reconstruction d'une offre compétitive par son coût et sa qualité de biens et de services exportables.

Le pacte de responsabilité constitue-t-il ce changement de modèle ? Tout dépendra de son ampleur, de son ciblage et du rythme de sa mise en œuvre.

La Fondation Concorde propose les conditions du redressement. La reconstruction de notre système productif doit atteindre un objectif : le secteur industriel devra représenter 20% du PIB en valeur relative, ou avoir doublé en volume en 2035, seule voie pour un retour de la croissance et la réduction rapide du chômage. 20% est aussi le seuil fixé par l'Union européenne ; nous devons faire mieux.

PROPOSITION : Supprimer le CICE et concentrer les efforts sur le secteur industriel en diminuant de 50% les charges patronales des secteurs exposés à la concurrence internationale

Nous proposons de concentrer les allègements de charges sur les secteurs confrontés à la concurrence internationale, moteurs des économies développées dans le monde, comme nous l'avions proposé en 2011 dans « Produire en France ».

Réduire de 50% les charges patronales des 3.485.000 salariés des secteurs confrontés à la concurrence internationale coûterait **23,5 milliards** d'euros. Si l'on prend pour hypothèse un retour en recette fiscale de 10 % par l'IS, le coût net serait de **21,1 milliards** d'euros.

Au total, nous créons un vrai choc de compétitivité stimulant la croissance et l'emploi qui relèvera fortement le potentiel de croissance de notre économie. Il permettra de réduire l'écart entre les salaires industriels français et allemands.

A cette baisse de charges s'ajoutent d'autres mesures spécifiques pour rendre attractif ce secteur industriel, dont le dynamisme est indispensable pour redresser notre économie :

- Supprimer l'ISF qui déstabilise les entreprises patrimoniales et pousse les entrepreneurs à l'expatriation ou à la vente de leur entreprise. L'ISF a joué un rôle extrêmement nocif dans les processus de transmission des entreprises familiales.

Coût : 4,4 milliards €

- Réduire la CET de 50% pour ce même noyau dur productif. Réduire cette charge typiquement française en gardant cependant un lien avec la collectivité.

Coût : 2,5 milliards€

- Retour à l'impôt forfaitaire sur les dividendes et les intérêts pour les personnes physiques investissant dans le secteur productif.

Coût : 1 milliards€

- Réduction à 2 ans de la durée de l'amortissement.

Au total, nous proposons de consacrer 29 milliards€ aux secteurs exposés à la concurrence internationale

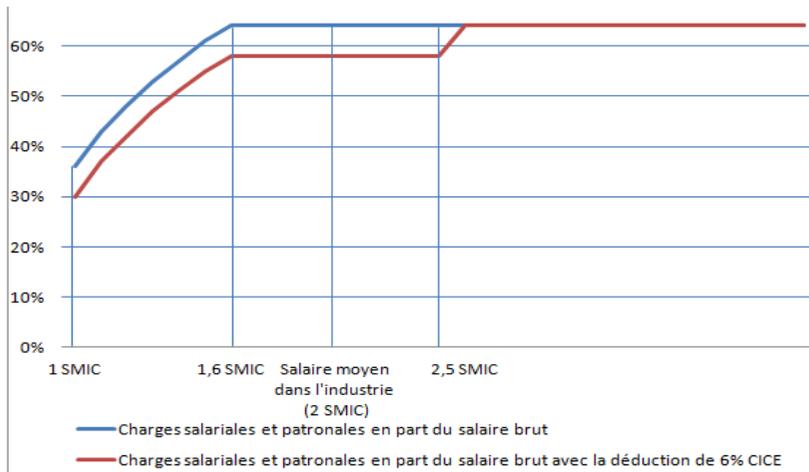
LES SECTEURS CONCERNES

Nombre d'emplois des secteurs concernés par notre stratégie de soutien aux secteurs exposés à la concurrence internationale (NACE 38)

SECTEURS	Emplois en milliers T3 2013
CA - Industries agro-alimentaires	493
CB - Habillement, textile et cuir	109
CC - Bois et papier	190
CE - Industrie chimique	139
CF - Industrie pharmaceutique	81
CG - Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	287
CH - Métallurgie et fabrication de produits métalliques	397
CI - Fabrication de produits informatiques, électronique et optiques	135
CJ - Fabrication d'équipements électriques	118
CK - Fabrication de machines et équipements n.c.a.	188
CL - Fabrication de matériels de transport	359
CM - Autres industries manuf ; réparation et installation machines	271
MB - Recherche et développement	159
MC - Autres activités scientifiques et techniques	202
JC - Activités informatiques	357
TOTAL	3485

Cette sélection a été réalisée par des économistes qui ont tenu compte des nouveaux métiers porteurs de croissance.

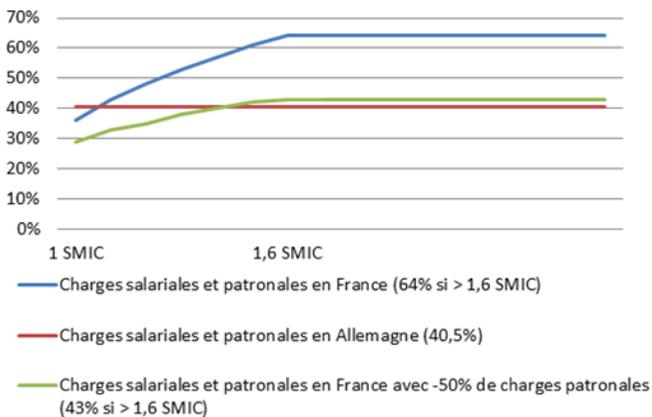
Evolution des cotisations sociales en France en fonction du SMIC



Source : Urssaf – Graphique Fondation Concorde

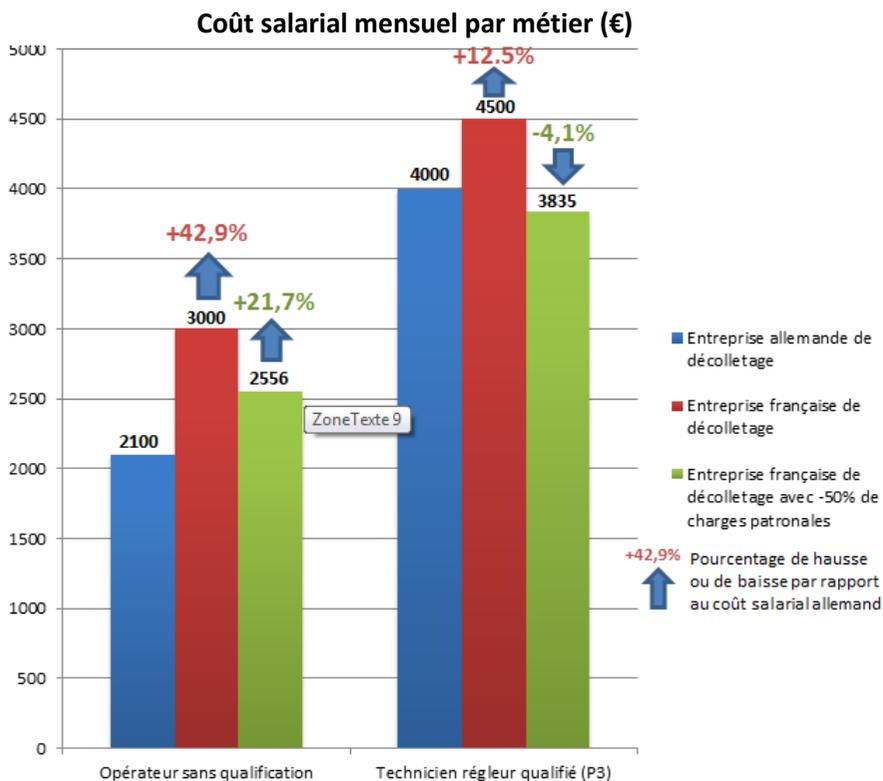
Le CICE bénéficie peu au secteur industriel (dont le salaire moyen est de deux smic) et provoquera un effet de seuil important à 2,5 smic, dont l'effet conjugué aux exonérations Fillon conduira à pousser les salaires vers le bas.

Effet d'une réduction des charges patronales sur le secteur exposé



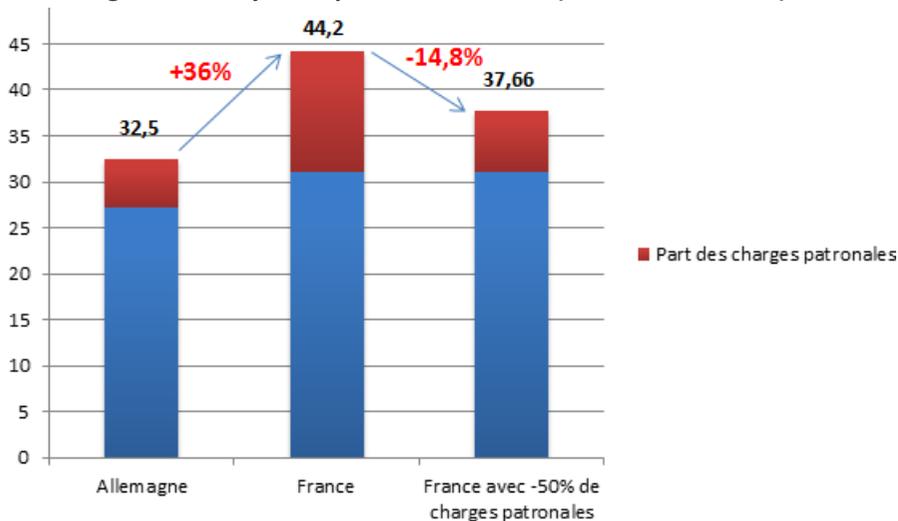
Source : Urssaf – Graphique Fondation Concorde

La réduction des charges permettra à l'industrie française de devenir plus compétitive vis-à-vis de l'Allemagne, notamment pour les métiers industriels qualifiés.



Source : Données comparatives entre une entreprise française et une entreprise allemande de décolletage transmises par le Syndicat National du Décolletage (SNDEC) auxquelles a été appliquée la proposition de baisse de 50% des charges patronales de la Fondation Concorde

Usinage : coût moyen de personnel en 2010 (en milliers d'euros)



Source : Eurostat – SNDEC – Fondation Concorde

En dépit de cet effort important que représente la réduction de 50% des charges patronales, on constate que, dans un secteur comme celui de l'usinage, les coût salariaux français demeurent plus élevés qu'en Allemagne.

CONCLUSION

Ainsi, tous nos efforts doivent être tournés vers le retour de la croissance sans laquelle il est illusoire de vouloir résorber le chômage, et sans laquelle aucun redressement des comptes ni aucun remboursement de notre dette n'est possible.

La stratégie que nous préconisons correspond à la rupture nécessaire : il s'agit, avant qu'il ne soit trop tard ou trop difficile, de reconstruire le système productif français pour éviter le gâchis actuel de compétences, maintenir l'activité dans les territoires et reprendre pied dans la mondialisation. Tant mieux pour les succès dont nous sommes fiers – 40 grandes entreprises françaises dans les 350 premières mondiales – elles ne peuvent malheureusement rien contre les 11% de chômeurs dans nos départements !

Nos économistes pensent nécessaire une négociation préalable avec la commission européenne avant la mise en œuvre de ce projet. Néanmoins, la reconstruction de notre industrie étant un enjeu vital pour notre économie, il est difficilement imaginable que l'Europe se pose en obstacle au retour de notre prospérité.

Bien évidemment, un Euro moins fort nous permettrait de meilleurs résultats économiques. Cela ne rétablirait en rien le déséquilibre actuel entre notre sphère publique et le secteur marchand. La réduction de la dépense publique est ainsi incontournable pour alléger les charges des activités économiques qui créent la richesse et l'emploi.

Alléger les charges des entreprises n'est pas un cadeau fait à l'entreprise, c'est un cadeau fait à la jeunesse.

ANNEXE : Où trouver les 29 milliards de notre plan de redressement ?

Les réductions de dépenses souhaitées par la Fondation Concorde (en milliards d'euros).

Bien qu'avec la suppression du CICE, nous libérions 20 milliards €, la Fondation Concorde souhaite montrer la voie des économies possibles pour poursuivre nos efforts dans le secteur industriel mais aussi pour atteindre nos objectifs de réduction de la dépense publique. Pour plus de détails, le lecteur peut se référer à notre ouvrage *« un budget 2014 de rupture nécessaire et urgent pour la croissance et l'emploi »*, diffusé en 2013.

Mesures	coûts
Réduction des dotations aux collectivités locales. Les dépenses des collectivités s'établissent à plus de 200 milliards annuels. Réduire de 10 Milliards ces dépenses exigerait une compression de 5% des dépenses. En dépit des inévitables plaintes des élus, cet effort financier doit précéder tout plan de réorganisation. Il le rendra nécessaire. Une compensation par les impôts locaux devra être évitée, les Cours régionales des comptes devront y veiller.	10
Réduction de 10% du budget des ministères hors charges de personnels	10
Non-remplacement de fonctionnaires	1.2
Annulation de la réforme des systèmes scolaires qui désorganise l'école et le fonctionnement des collectivités locales – qui peut croire un instant qu'elle va améliorer l'efficacité de l'Education nationale ? Annulation de l'embauche de 60 000 fonctionnaires dans l'Education nationale qui n'aura aucun impact sur la qualité de l'enseignement.	0,7

<p>Aménagement de la PPE et du RSA.</p> <p>La prime pour l'emploi (PPE) représente un coût budgétaire de 2,5 milliards € en 2013. Destinée en principe à faciliter le retour à l'emploi, elle est versée à 7 millions de personnes pour un montant moyen de 360€/an. Elle s'avère donc très peu incitative en termes de retour à l'emploi, ne constitue qu'un faible complément de revenu et dévalorise le travail. Ce dispositif donne pour l'essentiel un avantage au travail à temps partiel (les emplois de la grande distribution), alors même que le temps partiel est plus souvent subi que voulu par les salariés.</p> <p>Le RSA activité s'avère complexe, coûteux à gérer, source d'erreurs et de fraudes et n'a pas d'impact mesurable sur l'emploi. Redéployer ces deux dispositifs en faveur des emplois industriels permettrait de mieux valoriser ces dépenses budgétaires en termes de croissance et d'emploi.</p>	1
<p>Au vu des analyses de la Cour des comptes, suppression du dispositif de défiscalisation Girardin qui n'a pas démontré son efficacité et qui occasionne un gaspillage de capital (par exemple surcapacité du parc de camions).</p>	1.7
<p>Réservation de l' « aide médicale d'Etat » aux enfants et aux personnes installées sur le territoire depuis plus de trois mois.</p> <p>Cette mesure devrait endiguer la dérive de ces dépenses.</p> <p>Mise sous conditions et contrôle de la CMU.</p>	0.7
<p>Réforme de la politique du logement.</p>	4.7
<p>TOTAL : 30 milliards€ mobilisables pour le redressement de notre économie</p>	

Nous serons en mesure, grâce à ce plan et à son effet d'entraînement, de dépasser sensiblement et régulièrement les 2% de croissance, ce qui n'est pas un exploit, et de pouvoir ainsi retrouver l'équilibre budgétaire avant de commencer à rembourser notre dette.

Précédentes parutions de *Nouvelles Visions* éditées par la Fondation Concorde

En 2014,

Mars 2014 : *L'observance des traitements : un défi aux politiques de santé*

Février 2014 : *Compétitivité agricole et innovation : les OGM, une opportunité à saisir pour la France.*

En 2013,

Janvier 2013 : *Pétrole et gaz de schiste, recherchons et exploitons nos réserves – Relançons l'industrie, l'économie et l'emploi*

Janvier 2013 : *L'illusion du blocage des loyers*

Mars 2013 : *Renforcer la voix du monde de l'entreprise (réédition)*

Mars 2013 : *Les 20 mesures qui ont stoppé la croissance et détruit l'emploi*

Mars 2013 : *Quelques éléments sur l'exil fiscal et l'expatriation – Leurs conséquences sur l'emploi*

Mai 2013 : *Quelle transition énergétique pour la France – Priorité à l'emploi et à l'environnement*

Juillet 2013 : *Croissance bleue, des emplois demain, pour la France – Valoriser et protéger l'espace maritime français*

Septembre 2013 : *Un budget 2014 de rupture nécessaire et urgent pour la croissance et l'emploi*

Octobre 2013 : *Répondre à la crise du logement – Pour une politique au service de l'équité*

En 2012,

Février 2012 : *Le retour à l'équilibre budgétaire doit être accompagné d'un choc de compétitivité en faveur de notre industrie*

Mars 2012 : *Offrir aux TPE et PME un nouvel élan : propositions du Cercle des entrepreneurs de la Fondation Concorde*

Mars 2012 : *Enquête IFOP pour la Fondation Concorde : les dirigeants d'entreprise s'inquiètent de la politique énergétique*

Avril 2012 : *Redressement des comptes, retour à la compétitivité – préparer l'avenir des nouvelles générations*

Avril 2012 : *La jeunesse française a-t-elle encore un avenir ? Remédier aux iniquités intergénérationnelles*

Avril 2012 : *Le pari absurde d'une croissance sans investisseurs et sans entrepreneurs*

Juillet 2012 : *La relance de l'économie et la création d'emploi sont liées à la réduction de la dépense publique*

Septembre 2012 : *Priorité à la ré-industrialisation – Un pacte productif pour la France*

Septembre 2012 : *Innovation thérapeutique – Faire de la France un territoire attractif pour la recherche – relever le défi du financement*

Septembre 2012 : *Idées reçues, idées fausses sur l'impôt et les prélèvements*

Décembre 2012 : *Le crédit impôt pour la compétitivité et l'emploi permettra-t-il la relance de l'industrie française ?*

En 2010 – 2011,

Mai 2010 : *Les territoires, les entreprises et l'emploi*

Septembre 2010 : *Créons l'écosystème de l'innovateur*

Novembre 2010 : *Maîtriser nos finances, assurer notre avenir*

Novembre 2010 : *L'économie de fonctionnalité – vers un nouveau modèle économique durable*

Janvier 2011 : *Comment sauver les finances publiques françaises ? Enrayer l'hémorragie budgétaire avant toute réforme fiscale*

Mars 2011 : *Produire en France – Un enjeu national pour la croissance, l'emploi et le pouvoir d'achat*

Mai 2011 : *Les absurdités d'une prétendue révolution fiscale*

Septembre 2011 : *Les entreprises françaises pénalisées par les charges*

Octobre 2011 : *Renforcer la voix du monde de l'entreprise – Projet pour moderniser la représentation patronale*

Décembre 2011 : *Faciliter l'accompagnement et le financement des TPE et de l'entrepreneuriat – Une priorité pour les territoires et l'emploi*

Décembre 2011 : *Réussir le déploiement du très haut débit en France*

Décembre 2011 : *Le nucléaire au service du pouvoir d'achat et de la lutte contre le réchauffement climatique*

En 2008 – 2009,

Mars 2008 : *Le nucléaire du futur, un atout de développement durable*

Avril 2008 : *Abécédaire pour repenser l'effort de défense*

Juin 2008 : *Un effort national pour défendre nos petites et moyennes industries*

Juillet 2008 : *Du très haut débit pour qui ?*

Novembre 2008 : *Crise financière : sauvons le capitalisme productif des excès du capitalisme financier*

Février 2009 : *La Santé au travail – 2009 : enfin une vraie réforme*

Mai 2009 : *10 pistes de réflexion pour soutenir nos petites entreprises face à la crise*

Juin 2009 : *Réduction de la dépense publique – Plaidoyer pour une nouvelle politique des transports*

En 2006 – 2007,

Mars 2006 : *Baromètre de la confiance*

Mai 2006 : *Enraciner l'enseignement supérieur dans la société de la connaissance. Dix mesures pour transformer l'enseignement supérieur en cinq ans*

Juin 2006 : *Nous ne paierons pas vos dettes, comment s'en sortir ?*

Octobre 2006: *Pour une société de la connaissance. Réussir l'université du XXIème siècle*

Novembre 2006 : *La mondialisation, notre nouveau monde*

Avril 2007:2002-2007, *remettre la France sur le bon chemin*

Mai 2007 : *Politique industrielle de défense, quelles pistes pour une refondation*

Septembre 2007 : *Quelques pistes pour réduire la dépense publique – Pour un grand audit de l'Etat*

En 2005,

Avril : *Baromètre de la confiance*

Mai : *Renforçons nos tissus économiques pour faire face à la mondialisation – Sécurisons les salariés les plus exposés*

Juin : *Politique énergétique de la France à horizon 2050. Un atout au service du développement durable*

Octobre : *Santé et environnement*

Novembre : *Lutte contre le chômage – Pourquoi il faut baisser les impôts en France ?*

En 2004,

Janvier : *Propositions d'actions régionales pour l'emploi et le dynamisme des territoires (1er fascicule)*

Février : *Propositions d'actions régionales pour l'emploi et le dynamisme des territoires (2^{ème} fascicule)*

Juillet : *Libérons les fondations – Pour créer des emplois et mieux servir l'intérêt général*

Novembre : *L'emploi en France a besoin d'entrepreneurs et de capitaux français – l'ISF en question*

En 2003,

Janvier : *L'emploi et le travail en France – L'impact des 35 heures*

Avril : *Renforcer les petites industries – Organiser les réseaux de proximité et revitaliser l'économie d'en bas*

Juillet : *Débat public sur l'énergie : libérer l'énergie – Eléments de réflexion sur une nouvelle fusion EDF / GDF*

Novembre : *Français et Américains : l'autre rive*

En 2002,

Janvier : *Mobiliser la société civile – Fondations et associations au service de l'intérêt général*

Février : *Définir une stratégie de défense et de sécurité après le 11 septembre 2001*

Mars : *EDF : libérer l'énergie, garantir l'avenir (1ère édition)*

Juin : *EDF : libérer l'énergie, garantir l'avenir (2ème édition)*

Octobre : *Caisse des Dépôts et Consignations – Repenser le rôle de l'établissement et sa place dans le secteur financier public*

Novembre : *Retour à la compétitivité ou régression sociale*

En 2001,

Janvier : *La Mondialisation – Un monde nouveau, une chance pour l'avenir*

Avril : *L'Administration du nouveau siècle – Les nécessaires réformes*

Mai : *L'Environnement, nouvelle frontière politique*

Juin : *Une fiscalité pour une France ouverte – Moins d'impôts pour chaque Français*

Octobre : *Revitaliser l'économie d'en-bas – Décentraliser l'initiative, libérer les énergies*

Novembre : *Pour un ministère du développement durable*